

Quelles réponses de l'industrie en Aquitaine ?

Roland & Xavier Martin, sylviculteurs

Après l'exposé des dégâts subis par la tempête Klaus dans le précédent numéro de Forêt-entreprise 189, Roland et Xavier Martin analysent les impasses et espoirs de la filière landaise.

FE: Quelles sont les répercussions économiques pour votre région ?

Roland & Xavier Martin : Le traumatisme est évidemment énorme. À peine remis d'une tempête dite « centennale », nous voici victimes d'une autre tout à fait comparable. En 1999, on a parlé de 35 millions de m³ de bois touchés ; en 2009, on évoque de 40 à 45 millions de m³ !!! Il faut se mettre à la place de gens qui ont tout perdu, il y a 10 ans, ont parié malgré tout sur l'avenir, et se trouvent, aujourd'hui ruinés !

Au-delà du débat sur les simples propriétaires, c'est aussi le problème de l'avenir du territoire qui est posé. En effet, la commune où le Groupement foncier rural de Pédarnaud a son siège a vu l'intégralité de ses bois mûrs tomber : sa capacité de financement pour des projets d'équipement est aujourd'hui proche du néant. Le département et la région vont aussi souffrir économiquement.

En effet, on peut estimer la valeur du bois au sol entre 750 millions/1 milliard d'euros : si ce bois est payé aux victimes, ces sommes se transformeront en :

- salaires d'ouvriers et de techniciens,
- travaux de reconstitution faits par des entreprises ou des coopératives,
- ventes de plants par les pépiniéristes,
- achat de tracteurs et de matériel sylvicole
- transports de bois
- activité des scieries et usines de

l'aval, etc.

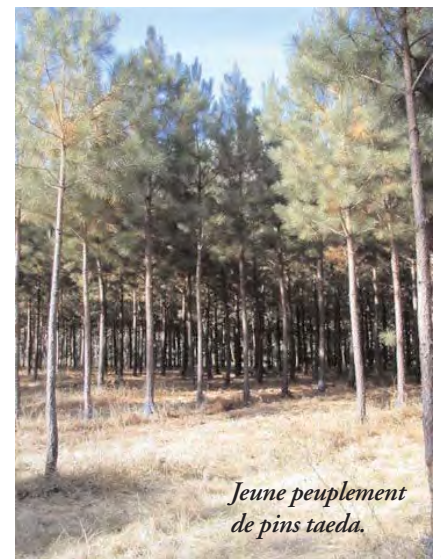
Ces flux financiers pourraient irriguer l'économie régionale et nationale et générer, en outre, de la TVA et des impôts pour l'État ainsi que des salaires d'ouvriers et de techniciens et des cotisations sociales...

Par contre, si rien n'est fait, ces bois pourriront en forêt et deviendront la proie des insectes et des champignons lignivores...

FE: Cela remet-il en cause votre sylviculture ?

R. & X. Martin : Pour les reboisements, il faut bien sûr parier encore et toujours sur le pin maritime : c'est, en dehors même du boisement historique de 1857, l'essence primitive du Massif. Il est bien adapté au milieu (malgré les tempêtes), et les nouvelles origines ont montré qu'il pouvait grandement être amélioré. Toutefois, utilisons-le pour ce qu'il est capable de réaliser au mieux : ses capacités physiques le rendent parfaitement apte à la structure, à condition qu'il ne pousse pas trop vite. La norme de qualité industrielle est d'au moins 3 cernes au centimètre sur une coupe transversale, sinon le bois est condamné à des utilisations moins nobles, comme la palette. Il faut aussi tenter de limiter le cœur rouge qui handicape le collage et un éventuel traitement à cœur.

Le pin taeda (*Loblolly Pine*), qui est un pin « blanc » a, semble-t-il remarquablement et incroyablement résisté :



© L. Fort C.P.F.A.

mais faut-il le généraliser pour autant ? Nous ne le pensons pas.

D'abord, parce qu'il n'est adapté qu'à quelques stations particulières, et nous n'avons que peu de recul par rapport à son comportement et à ses ennemis (moins de 20 ans). Ensuite, sa pousse très rapide (plus d'un centimètre par accroissement, en coupe transversale), handicape ses qualités physiques : elles sont, en structure, bien inférieures au pin maritime. De plus, il n'est pas verticillé, et donc au contraire du pin maritime, les nœuds sont omniprésents. Enfin, dans ce cas, l'élagage est obligatoire, car les branches mortes ne tombent pas d'elles même, et le risque de nœuds noirs est important.

Cette essence ne peut que servir à des produits de valorisation inférieure (caissage, palette...), ce qui nous semble assez peu souhaitable, sauf si les

rotations sont courtes, et si l'économie générale (qui entraîne directement le secteur de l'emballage) se trouve très en forme...

D'autres pins « rouge » seraient aussi à essayer comme le pin laricio (*Pinus Nigra*), qui pousse certes lentement, mais d'une bonne verticalité, sans courbure, et offre plusieurs marchés valorisants à chaque stade de son évolution (piquets, sciage, charpente...).

FE : Pour le reste, qu'imaginer ?

R. & X. Martin : On nous parle beaucoup de taillis à courte rotation (TCR) d'eucalyptus (*Eucalyptus Globulus*). En presque 5 ans, ces vieilles croyances récurrentes, ressortent toujours après une catastrophe majeure. Nous savons depuis toujours qu'il s'agit là d'une essence sensible au gel, aucun essai de quelque espèce ou clone n'ayant été concluant. On nous rétorquera que la révolution sera courte, et que la vente se fera sur contrat. Or, nous savons bien ce que vaut un contrat en cas de surproduction : le bois nous restera sur les bras, et qu'en ferons-nous lorsqu'il sera trop gros pour être exploité ?

Pourra-t-on résoudre demain, pour une essence rare et de faible qualité les problèmes qui semblent insurmontables, aujourd'hui, avec le pin maritime, dont le marché est universel ? Les brésiliens, pourtant possesseurs de forêts d'eucalyptus et d'unités de transformation (papeteries, panneaux, sciages...), se sont heurtés à ce problème, au milieu des années quatre-vingt-dix, sans parvenir à le résoudre. Et puis, même si tout se passe bien, pour quelle utilisation ? Alimenter un système de fabrication de pâte à papier, dont nous savons qu'il est condamné ? Nourrir une production de bois-énergie, qui, pour l'instant, balbutie en Aquitaine ?

Par contre, il nous semblerait juste que les promoteurs (sociétés de vente de thermies, grandes sociétés d'explo-

tation forestières à capitaux privés...) de ces systèmes aléatoires prennent ce risque eux-mêmes, achètent des terrains et montrent l'exemple. En dehors de leur investissement, toute démarche de sylviculteurs ne peut être que risquée : le bois de papeterie (pour ce qu'il en restera...), ou le bois énergie, ne peuvent être, à notre avis, en majorité, qu'un bois fatal. Ou alors, aux donneurs d'ordre de prendre aussi les risques.

FE : Quel est l'avenir du pin maritime ?

R. & X. Martin : Si notre objectif reste une forêt de production de bois de haute qualité, avec encore une fois un pin maritime dominant, et du bois d'industrie se situant comme la dérivée de l'activité principale, la solution se trouve, à notre sens, uniquement dans la production de bois pour la construction.

Il faut méditer à ce sujet l'exemple du douglas (*Pseudotsuga menziesii*) : avant la tempête de 1999, et la mise à bas de plusieurs millions de m³, en particulier dans la région limousine, son marché était quasi inexistant. Essence importée au début du siècle depuis les USA, on n'en connaissait peu ou pas la valeur. Les propriétaires les plus heureux la négociait autour de 30€/m³, en tout cas à un prix inférieur à celui du pin maritime. Après 2000, les scieurs ont eu à disposition une essence peu conique et parfaitement droite, avec un taux d'écorce très faible, des qualités mécaniques parmi les meilleures pour un résineux : bref, un bois de structure idéal.

Comme un bonheur ne vient jamais seul, le cœur du douglas est placé en classe 3 de durabilité naturelle, c'est-à-dire qu'il ne nécessite aucun traitement chimique pour sa préservation. Or, une frange importante des ama-

teurs de maison-bois est prête à payer cher pour des maisons « naturelles », c'est-à-dire sans composés organiques volatils (COV) présents dans les colles, vernis, peintures..., et surtout sans produit de traitement. Aujourd'hui, le douglas reste une essence moins concernée par la crise et dont les prix ont bondi jusqu'à 50€/m³ !

Malheureusement, les sols des Landes de Gascogne ne lui offrent que peu d'opportunités, car il est très exigeant en eau, et demandeur d'une ressource constante.

Toutefois, il conviendrait de se pencher fortement sur le cas du cèdre de l'Atlas (*Cedrus Atlantica*), très plastique dans ses exigences de station. Comme le douglas, c'est une excellente essence pour la structure dans la construction, et lui aussi possède un bois de cœur de classe 3 de durabilité naturelle. En sol hydromorphe, on peut obtenir des résultats de production tout à fait satisfaisants. Enfin, en cas de tempête, il posera donc bien moins de problèmes que le pin maritime pour son stockage.

Bien sûr, ce choix peut étonner, car dans notre région, on ne connaît cette espèce que sous forme d'arbre de parc, qui réussit en général fort bien. On nous objectera qu'il n'y a aujourd'hui aucun débouché en volume pour ce bois : c'est vrai... mais cela ne va pas durer, et pour deux raisons :

→ la première, c'est parce qu'il est en train de se constituer dans le quart Sud-est de la France d'importants massifs, déjà âgés de quelques dizaines d'années pour les plus anciens, et qu'il faudra bien exploiter.

→ la seconde, c'est que toutes les prévisions sur le changement climatique appliqué à la forêt montrent qu'à l'horizon 2050, au plus tard, des essences adaptées (dont justement le cèdre) devront remplacer beaucoup de celles

que nous avons l'habitude de rencontrer, et ce, dans une bonne moitié sud de la France. Il est urgent de se pencher sur cette proposition, et de procéder au plus vite à des essais dans ce sens.

L'acacia (*Robinia Pseudo Acacia*) présente, lui aussi, bien des avantages : durable (on le surnomme le teck d'Europe), il est assez recherché, mais bien des points de sa sylviculture sont à préciser. Par contre, il ne rassemble pas que des amis, puisque, en bien des régions, il a été menacé d'être classé « espèce invasive ».

En conclusion, et pour évoquer les leçons de Klaus vis-à-vis de la sylviculture traditionnelle, nous avons pu constater, seulement sur le groupement forestier, que l'usage du rouleau-débroussailleur « landais », dans les deux ans précédant la tempête « Klaus » avait été le moyen le plus sûr et le plus net de fragiliser les arbres en détruisant le système traçant racinaire superficiel : cela influera sans nul doute sur nos méthodes culturales.

Plus généralement, et en se penchant sur l'histoire des forêts, on peut seulement conclure que les tempêtes ne sont pas évitables : Trouver des responsables à tout est un trait propre à notre civilisation. C'est pourquoi, rechercher des essences capables de résister à des vents très violents est un leurre.

Quant à raccourcir les révolutions cela revient à se placer sûrement au creux des marchés mondiaux, dont on sait que, compte tenu de la structure de notre forêt, ils ne nous sont pas favorables. Donc, le vrai choix dans la sylviculture doit être, d'abord un choix de marketing (quelle est la production qui me rapportera le plus à telle échéance ?), et surtout, un choix de liberté dont l'alternative est la suivante :

→ dois-je continuer à être lié à des multinationales, dont les centres de décision sont en dehors du Massif – et donc de mes propres préoccupations –, pour livrer un produit faiblement rémunérateur ?

→ ou dois-je décider de travailler avec des circuits courts d'entreprises directement impliquées de type producteur forestier/scieur/charpentier ?

Cela pose un vrai problème politique, d'aménagement du territoire et d'économie.

FE : Une relance par la demande vous semble-t-elle possible ?

R. & X. Martin : Il faut réfléchir sur ce qui pourrait faire sens pour l'économie de la région et du pays. Au début, le Massif landais fonctionnait sur un mode de récolte de résine et de bois fatal (un peu comme l'hévéa en Indonésie et en Malaisie). Puis avec la fin de l'économie de la gemme, il a fallu réfléchir sur de nouvelles utilisations : ce fut le papier, le parquet et le lambris.

Aujourd'hui, après d'autres crises, le complexe économique type « emballage » (papier, palette, caisse) a triomphé. Il consiste pour nous à livrer de plus en plus vite des bois de pousse de plus en plus rapide (pin maritime amélioré, pin taeda...). Entre parenthèses, ceci revient, avec des conditions de climat plus rudes, à lutter contre des pays de l'hémisphère sud, dont les arbres sont des « sprinters » : le Brésil, placé pour son exportation en face de l'Europe, est donc pour nous particulièrement inquiétant (plus que le Chili), avec le pin d'Elliott (*Pinus Elliottii*), qui alimente à la fois les papeteries, les usines de panneaux, les scieries -tout comme le pin landais-, sauf qu'il pousse à peu près trois fois plus vite !

Par ailleurs, au Brésil, tout comme dans tous les pays de forêts industrialisées,

celles-ci appartiennent aux Compagnies Forestières, telles qu'Arauco au Chili. Chez nous, les industries se sont débarrassées de leurs domaines forestiers à la fin des années soixante-dix, et les sylviculteurs landais supportent aujourd'hui d'autant plus durement l'effet de concurrences mondiales effrénées sur des produits banals et sans valeur ajoutée. Le prix du bois dans cet espace insularisé, que sont les Landes de Gascogne, est un prix résiduel, d'autant plus bas que les concurrences étrangères sont rudes, et que l'activité économique générale (qui induit le schéma global « emballage », typique de notre Massif) est en dépression. C'est exactement ce qui nous arrive aujourd'hui, sans même parler de l'effet de la tempête.

À cela, il faut ajouter quelque chose, que peu de gens imaginent, car nous avons tous tendance à croire que tout est éternel. Or, il est de la plus grande importance de prendre en compte que, très rapidement, l'activité « bois d'industrie », en France, va changer de nature, si l'on tient compte :

→ du prix de la pâte mise en marché depuis les pays à forêt industrielle que nous évoquons tout à l'heure,

→ de l'activité de recyclage des vieux papiers supérieure aujourd'hui à 50 % (et elle va aller en augmentant encore),

→ et des besoins trop lourds d'investissements pour traiter le bois en amont des usines (ces systèmes sont trop anciens, peu compétitifs au niveau mondial, et surtout peu rentables).

L'activité de fabrication de pâte à papier à partir de nos bois, est condamnée à moyen terme dans nos pays.

En clair, s'il reste dans 10 ans, des usines à papier (et non de pâte), c'est qu'elles seront proches des lieux de consommation et qu'elles s'approvisionneront en pâte de cellulose sur les marchés mondiaux, en y adjoignant

telle quantité de papiers à recycler, récupérés dans un rayon assez court. Ce n'est pas un scénario catastrophe, c'est la réalité illustrée par la fermeture de M-Réal, à Alizay, et les menaces pesant sur telle ou telle des usines du sud-ouest.

Enfin, heureusement pour le sylviculteur, arrive, poussé par le Grenelle de l'environnement, le bois-énergie : il sera en partie responsable, de par son prix, de la disparition des utilisations traditionnelles du bois d'industrie mais comme nous l'avons vu, il n'en sera pas, et de loin, le seul responsable. Le sylviculteur français peut donc se réjouir : le prix de ses « bois d'industrie » devrait augmenter, dans un avenir assez proche. Encore que, lors de l'arrêt, probablement progressif, des unités industrielles traditionnelles, un certain marasme soit à prévoir. Mais, pour le proche avenir, en région des Pays de la Loire ou en région Picardie, par exemple, pourtant réputées très moyennement forestières, des projets sont aujourd'hui déposés dans chacune, pour 1 million de m³ de bois-énergie, dont la moitié à trouver en forêt!

FE : Que va-t-il se passer dans les Landes de Gascogne !

R. & X. Martin : Dans très longtemps, un historien de l'industrie dira, ce qui s'est passé sur la répartition des stockages des bois de tempête, et à qui a profité le système. Nous savons qu'il est très difficile en ce moment, pour les scieurs extérieurs au Massif, de s'approvisionner à des conditions identiques aux grands acteurs traditionnels (cf. le problème de l'aide au transport évoqué auparavant). Personne ne nous empêchera de penser (et bien des sylviculteurs landais sont dans le même état d'esprit) qu'il est en train de se constituer à très faible coût, une énorme quantité de bois-tampon, pour alimenter ce système « emballage » que nous avons décrit plus haut. Cela pour repousser les échéances inéluctables dont nous avons parlé, va hélas peser sur nos prix pendant bien des années : une économie vraiment « minière » est en train de se constituer, et c'est notre responsabilité à nous, sylviculteurs landais, de l'avoir laissé se mettre en place.

Le pire serait de continuer à planter des arbres qu'on ne peut pas vendre ! Aussi par une simple démarche marketing, nous devons nous interroger sur ce que sera le bois de « valeur ajoutée » de demain : du bois-énergie bien-

sûr, mais à la marge, et surtout du bois pour la construction. En effet, au contraire de la planche à palette ou de l'habituelle frise à parquet, le bois-construction peut être un marché de niche, à condition qu'on le produise en relation avec la chaîne d'utilisation qui demande des produits :

- à dimensions nécessaires,
- certifiés en origine (PEFC),
- mais aussi en capacités mécaniques (C18, C24, C32),
- normés (marquage CE),
- séchés,
- rabotés,
- et parfois reconstitués,

ce dont tout le monde parle mais que bien peu pratique.

Ces caractéristiques de production concernent moins d'une demi-douzaine d'unités industrielles de sciages résineux dans la moitié ouest de la France : c'est grave pour ce qui représente le marché de l'avenir. Combien en existe-t-il en Aquitaine, dans ce qui est, pourtant, la plus grande forêt d'Europe ? Bien peu, et plus qu'un drame, c'est une faute.

Il faut donc changer radicalement nos orientations de transformation : le système actuel a ceci de pervers que, d'abord, il est hégémonique dans une économie insularisée, et qu'ensuite, il tire, par une faible valeur ajoutée, les prix vers le bas. Toutefois, il ne convient pas, non plus et pour autant, de « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Les scieurs les plus audacieux doivent être aidés à prendre les bonnes directions : c'est déjà le cas d'ULIS (Union Landaise des Industries du Sciage), où les participants, avec l'aide de la chambre de commerce et du conseil général des Landes, réfléchissent sur leur positionnement avec l'assistance d'une animatrice, et sont déjà à même de proposer des produits pour la construction.



la plateforme de Salles offre une vision saisissante de l'ampleur du stockage de pin maritime.



Passerelle « Kawamata » en pin maritime à Bordeaux : fruit d'un partenariat entre l'architecte et les industries, centre de formation et de recherche de la filière bois regroupés au sein du pôle de compétitivité Xylofutur.

L'Aquitaine doit surtout se doter d'une véritable interprofession, qui à l'image des Pays de la Loire (Atlanbois), Rhône-Alpes (Fibra), etc., permettra aux acteurs de la région de se rencontrer et d'avancer. Nous avons perdu 20 ans en alimentant les « machins » où les gros acteurs montrent la direction qui leur est favorable, et transforment toute question gênante pour eux en objet politique bloquant.

Il est impératif que les collectivités locales se saisissent de cette problématique qui va devenir cruciale pour la forêt d'Aquitaine.

Il faut enfin susciter des projets ambitieux de bois-énergie en Aquitaine : que ce soit de la cogénération au chauffage individuel, en passant par des chaufferies collectives, possibles même dans des lotissements de faible ampleur, ou dans des petits collectifs, bien des choses sont imaginables. Les intentions en ce sens semblent confidentielles en Aquitaine, peut-être bloquées par la routine, l'inquiétude devant des activités nouvelles, et la

puissance des pouvoirs industriels actuels.

Voilà donc, en quelques mots, la politique de filière à mettre en route d'urgence en Aquitaine. Notre mal et notre spécificité consistent à nous sentir très différents : nous aimons trop souvent faire seuls, et à part.

Aujourd'hui force est de constater que les filières et les interprofessions constituées ailleurs vont plus loin, plus fort, et plus vite. Ayant su garder des liens étroits avec les vrais centres de décision nationaux et internationaux, proches des nouveaux bailleurs de fonds, elles ont fait bouger les forestiers, les industriels, les décideurs politiques... et surtout les consommateurs : n'est-ce pas là l'essentiel, au fond ?

Nous ne résoudrons nos problèmes que dans le cadre d'une filière forte, volontaire, rassemblée sur des vrais projets, et ayant réfléchi sur des objectifs communs et partagés. Et ce programme ne pourra se réaliser que dans le cadre d'un partenariat fort, d'abord

avec les collectivités locales (région Aquitaine, départements...), ensuite avec toutes les instances nationales (France Bois Forêts, Comité National pour le Développement du Bois, etc.) afin de participer à :

- la mise en place d'essais forestiers pour les essences complémentaires, dont nous avons parlé,
- la consolidation des scieries viables (et proches de nous, sylviculteurs, car la survie de tous impose de travailler ensemble),
- la mise en place d'aide en investissements industriels structurants (séchage, collage, stress-grading, rabotage, etc.),
- la création d'un cadre de rencontres, de discussions et d'élaboration de vrais projets concrets et structurants, favorisant les liens avec les utilisateurs finaux.

Est-il normal qu'un des plus gros fabricants français de charpente industrielle, situé dans notre département, s'approvisionne exclusivement en bois scandinaves ? Est-il souhaitable et sain que les entreprises de charpente ou de construction-bois qui répondent en grande majorité aux appels d'offres locaux se situent rarement en Aquitaine, et plus fréquemment à plus de 500 km ?

Notre filière Aquitaine doit retrouver impérativement l'envie de faire et non de subir : elle a été l'une des premières du monde, il y a 35 ans. Elle s'est affaiblie et a surtout préféré tenir le ministère de la parole durant des années. Trop de leçons pour si peu de résultats, voilà qui devrait amener à plus d'humilité. Il faut maintenant se réveiller, mais avec des objectifs et l'envie de gagner ce challenge. Le XXI^e siècle est d'ores et déjà le siècle du bois, il importe qu'il ne se bâtisse pas sans nous ! ■

Roland & Xavier MARTIN,
sylviculteurs landais.